

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### Pour diffusion immédiate

---

# La santé publique au Québec : parent pauvre du système de santé depuis plus de 15 ans

**Montréal, le 29 avril 2021** - L'Association pour la santé publique du Québec (ASPQ) est préoccupée par les constats du nouveau rapport publié par le centre de recherche CIRANO intitulé [Évolution de la part des dépenses en santé publique dans le budget du ministère de la Santé et des Services sociaux entre 2004 et 2019](#) et réalisé par Roxane Borgès Da Silva, Alexandre Prud'homme, Pierre-Jacques Deblois, Jean-François Labadie et Erin Strumpf.

Ce rapport analyse l'évolution des dépenses du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) par programme au cours de la période 2004 à 2019 et s'intéresse particulièrement au programme de la santé publique. Alors que celle-ci est sous le feu des projecteurs depuis plus d'un an désormais, il est préoccupant de savoir qu'elle est sous financée par rapport à l'ensemble des autres programmes du MSSS. En effet, parmi les programmes services, la santé publique est le programme qui a vu la plus faible augmentation de ses dépenses en dollars constants entre 2004 et 2019 avec une croissance de 32,2 %. À l'opposé, les programmes des services généraux et de santé physique ont vécu des augmentations respectives de 78,1 % et 66,8 % de leurs dépenses et le taux de croissance des dépenses de l'ensemble des programmes services (excluant la santé publique) a été de 62 %.

Pour l'ASPQ, corriger rapidement l'insuffisance des budgets de santé publique est indispensable au rétablissement de finances publiques saines, à une reprise économique efficace et à la réduction des inégalités sociales révélées et aggravées par la pandémie.

### Refinancer la santé publique pour éviter l'implosion de notre système de soins

La santé publique ne sert pas uniquement à nous protéger des menaces à notre santé comme le coronavirus. Elle assume [plusieurs rôles essentiels](#). Parmi ceux-ci, la prévention et la promotion de la santé méritent beaucoup plus d'attention et d'investissements. Non seulement ils favorisent la qualité de vie, la réduction des inégalités sociales et une meilleure espérance de vie en bonne santé, mais leurs impacts positifs touchent aussi notre économie. En maximisant la productivité de la population active et en réduisant les coûts faramineux et croissants de notre système de soins, la prévention et la promotion de la santé offrent un excellent retour sur l'investissement dont on ne devrait pas se passer.

Par exemple, comme le soulignait l'ex-ministre Lucie Charlebois qui a déposé la première *Politique gouvernementale de prévention en santé*, améliorer les habitudes de vie des Québécois.es permettrait des économies allant jusqu'à 800 millions de dollars par année.<sup>7</sup>

Pour prévenir les maladies, il faut s'attaquer à leurs causes ou à leurs facteurs de risque. Les programmes de prévention liés au tabagisme, à l'alcool, à l'activité physique et à la nutrition pourraient réduire le fardeau des maladies non transmissibles de plus de moitié, en ajoutant très peu d'argent aux dépenses en santé actuelles<sup>2</sup>. Devant les nombreux défis auxquels le Québec est confronté, il est impératif d'investir dans la prévention des maladies comme le cancer, les maladies cardiovasculaires et le diabète, en permettant aux Québécois.es d'avoir accès à une saine alimentation et à un mode de vie physiquement actif.

## Le gouvernement doit tenir ses promesses

La pandémie nous a permis de remettre en question la place de la santé publique au Québec, mais également de réévaluer le niveau de son investissement au cours des dernières années. Lors de son échange avec l'ASPQ en période préélectorale, lettre datant du 3 septembre 2018, la Coalition Avenir Québec (CAQ) reconnaissait l'urgence et proposait les solutions suivantes :

« Un gouvernement de la CAQ entend agir en prévention sur les déterminants de la santé parce que la santé générale des Québécois se dégrade. (...). **Le Québec réserve seulement 2,8 % de son budget en santé à la santé publique, comparativement à 5,5 % en moyenne au Canada. Le Québec doit amorcer un rattrapage avec les autres provinces canadiennes, d'autant plus que les investissements en santé publique permettent des économies à long terme.** La CAQ travaillera sur un plan pour encourager les saines habitudes de vie afin de lutter contre l'augmentation du taux d'obésité et les maladies chroniques. »

La réalisation de ces engagements devient donc encore plus nécessaire et urgente que jamais.

## Une étude indépendante menée par CIRANO et financée par l'ASPQ

Cette étude indépendante, menée par des chercheur.e.s de renom et impliquant plusieurs expert.e.s externes, a été financée par l'ASPQ au courant de l'année 2020-2021.

---

<sup>1</sup>Gouvernement du Québec (2016). Politique gouvernementale de prévention en santé. <https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2016/16-297-08W.pdf>

<sup>2</sup>Meiro-Lorenzo M, Villafana TL & Harrit MN (2011). Effective Responses to Non-Communicable Diseases: Embracing Action Beyond the Health Sector. [En ligne] <http://documents.worldbank.org/curated/en/698851468325226418/pdf/651320WP0Box360ctiveResponsestoNCDs.pdf>



### À propos de l'Association pour la santé publique du Québec (ASPQ)

L'ASPQ regroupe citoyens et partenaires pour faire de la santé durable, par la prévention, une priorité. Elle soutient le développement social et économique par la promotion d'une conception durable de la santé et du bien-être. La santé durable s'appuie sur une vision à long terme qui, tout en fournissant des soins à tous, s'assure aussi de les garder en santé par la prévention. [www.aspq.org](http://www.aspq.org).

**Source :** Jean Alexandre

Responsable des communications et de la collecte de fonds-ASPQ

Cellulaire : 514-442-7119 - Courriel : [jalexandre@aspq.org](mailto:jalexandre@aspq.org)